

BioSoc – Bulletin sur la Biodiversité et la Société

Numéro 1 - Mars 2006

*Si vous souhaitez vous abonner à ce bulletin, veuillez cliquer [ici](#).

Le bulletin BioSoc est une publication du Poverty and Conservation Learning Group (PCLG) – un forum multipartite coordonné par l'IIED qui entend promouvoir l'apprentissage mutuel entre parties prenantes sur les interactions entre pauvreté et conservation.

Le site Web du PCLG, www.povertyandconservation.info, est notre principal mécanisme pour l'échange et la diffusion d'informations et d'expériences sur les interactions entre pauvreté et conservation. Le site est structuré autour de quatre bases de données centrales pleinement interrogeables et fonctionne comme un portail Web, offrant des liens vers d'autres sites d'intérêt, vers les sites institutionnels des membres, des bases de données associées et des réseaux connexes.

Des réponses adaptées – Conflits d'intérêt et "crise" de la biodiversité

L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (EM)¹ est tout à fait remarquable en ce sens qu'elle met en exergue des priorités qui tiennent *à la fois* compte du respect des écosystèmes et du bien-être humain. Ainsi par exemple, l'évaluation a mis en avant les zones arides comme une priorité absolue, devant bien d'autres points chauds de biodiversité pourtant plus reconnus. La toute dernière publication découlant de l'EM est le rapport du Groupe de travail sur les réponses – *Ecosystems and Human Well-being: Policy Responses* [Les écosystèmes et le bien-être humain : Réponses politiques]. Une fois encore, ce tome volumineux de l'EM a innové en explorant les forces et les faiblesses des approches actuelles en matière de gestion des écosystèmes du point de vue d'un large éventail de services que les communautés apprécient. Il est aussi très clair que l'idéal insaisissable d'un scénario gagnant sur tous les fronts qui sache allier conservation des écosystèmes et plus grand bien-être des communautés est encore loin d'être une réalité omniprésente.

Si la biodiversité n'est pas considérée comme un service écosystémique en tant que tel, il est reconnu qu'elle sous-tend les services des écosystèmes et, à ce titre, mérite qu'on lui accorde un chapitre particulier – coordonné par Jeff McNeely, Daniel Faith et Heidi Albers – qui évalue les réponses à la crise actuelle de perte de biodiversité. Un dilemme devient aussitôt évident : s'il est vrai que la conservation de la biodiversité est indispensable pour gérer les services des écosystèmes à long terme, elle peut s'avérer incompatible avec d'autres besoins de la société – et tout particulièrement, les besoins immédiats de moyens de subsistance des communautés pauvres dans les pays en développement.

A l'échelle mondiale, la biodiversité tant prisée engendre le bien-être humain dans des lieux fort éloignés de là où elle se trouve – ainsi, les éléphants d'Afrique apportent une certaine "joie d'être" aux habitants d'Europe et d'Amérique du Nord. Ce facteur de bien-être mondial peut, toutefois, correspondre à un facteur local de "très mal-être" – notamment si vous êtes un agriculteur démuné qui a vu toute sa récolte engloutie ou détruite en une nuit de débauche par les pachydermes tant appréciés. De tels écarts entre les valeurs mondiales et locales de la biodiversité – et ils sont nombreux – présentent des défis colossaux pour sa conservation. McNeely *et*

a/souligne que "le fait de se concentrer exclusivement sur les valeurs soit mondiales soit locales débouche souvent sur une incapacité à adopter des réponses qui puissent promouvoir les deux ensembles de valeurs ou réconcilier les conflits qui existent entre eux".

Sur les neuf réponses différentes face à la perte de biodiversité qui sont recensées dans l'ouvrage, les plus efficaces à ce jour sont les approches en matière de conservation basées sur les espèces et les aires protégées. Malheureusement, ces approches sont souvent pointées du doigt comme étant les principaux facteurs à l'origine des conflits entre conservation et moyens de subsistance. Entre-temps, bien qu'il soit reconnu "qu'il est essentiel de travailler avec les communautés locales pour conserver la biodiversité à long terme", aider les populations locales à conquérir les avantages offerts par la biodiversité est jugé comme l'une des deux réponses que nous n'avons pas encore maîtrisée (l'autre étant une gouvernance décentralisée efficace). Des régimes fonciers et des droits de propriété précaires sont souvent les principaux obstacles à la réussite : "il existe des opportunités gagnantes aussi bien pour la conservation de la biodiversité que pour les communautés locales, mais ces dernières profitent souvent davantage d'actions qui se soldent par une perte de la biodiversité."

Que peut-on faire pour transformer cet idéal naïf de scénario gagnant pour tous en une solution réaliste ? Les réponses ayant des chances de réussite sont celles qui 1) sont coordonnées – intersectorielles (foresterie, pêche, faune) et à toutes les échelles (locale, nationale, mondiale) ; 2) font appel à des approches transparentes et participatives en matière de planification et de prise de décision ; 3) sont basées sur des choix informés qui tiennent compte des compromis potentiels et des conflits d'intérêt possibles – entre générations, entre services écosystémiques, entre parties prenantes ; et 4) ont intégré les préoccupations touchant aux écosystèmes dans des politiques – et des stratégies – plus vastes d'économie et de développement. La gouvernance est une dimension essentielle de chacun de ces éléments. Une planification régionale intégrée – la prétendue "approche écosystémique" prônée par la CDB – semble incorporer la plupart de ces éléments mais elle reste bridée par des incitations frileuses et des manques de connaissance flagrants.

Il est clair qu'il faut de meilleures informations sur les liens qui existent entre la biodiversité, les services des écosystèmes et le bien-être humain si nous voulons répondre de façon plus efficace à la perte de biodiversité. Toutefois, une première étape consiste à admettre qu'il existe des valeurs de biodiversité distinctes et variées (et parfois même concurrentes) au niveau mondial et au niveau local. C'est seulement à cette condition que nous serons en mesure d'exploiter l'information pour mieux gérer les compromis et les synergies entre elles.

¹ L'Evaluation des écosystèmes du Millénaire (EM) est une initiative qui a été menée entre 2001 et 2005 afin d'évaluer l'étendue de la dégradation des écosystèmes et ses conséquences pour le bien-être humain. 1360 experts issus de 95 pays ont participé à l'EM, qui était pilotée par un Conseil regroupant les représentants de cinq conventions internationales, cinq agences onusiennes, des organisations scientifiques internationales, des gouvernements, des dirigeants du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des groupes autochtones.

Kumar, P. et Simons, H. (eds) *Ecosystems and Human Well-being: Policy Responses. Millennium Ecosystem Assessment Series, Volume 3*. Island Press, Washington DC.

Veillez adresser vos questions ou commentaires aux auteurs à Jeff McNeely : jam@iucn.org

Vous pouvez vous procurer *Policy Responses* au prix de US\$55 auprès de Island Press (<http://www.islandpress.org/books/detail.html/SKU/1-55963-270-4>) ou encore le télécharger à partir du site <http://www.millenniumassessment.org/en/Products.Global.Responses.aspx>.

D'autres rapports de la série EM sont disponibles auprès de Island Press (<http://www.islandpress.org/books/detail.html/SKU/1-59726-042-8>) ; quant aux Rapports de synthèse, ils peuvent être obtenus en tapant <http://www.millenniumassessment.org/en/Products.aspx?>

Le bulletin BioSoc est un projet pilote sur 12 mois et nous nous réjouissons de recevoir vos réactions et suggestions. Veuillez envoyer un courriel à BioSoc@iied.org pour nous faire part de vos commentaires et suggestions.

Pour nous aider à augmenter le nombre d'abonnés, veuillez distribuer ce bulletin autour de vous à toutes les personnes susceptibles d'être intéressées par sa réception ou bien encouragez-les à venir s'inscrire [ici](#).

Le bulletin BioSoc est financé par le Directorate-Général de la Coopération internationale (DGIS), ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.